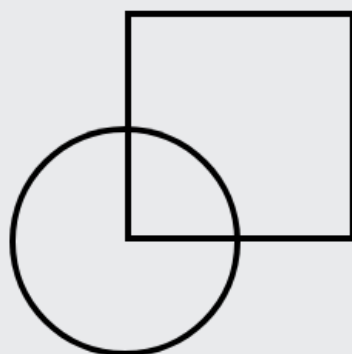


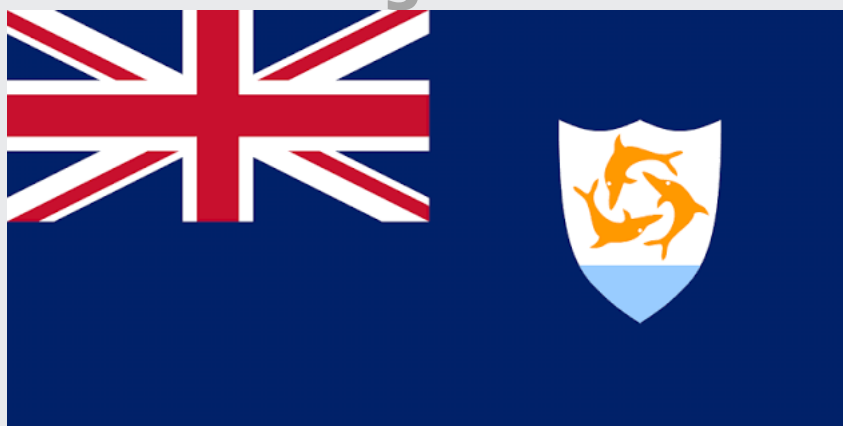
FICHE PAYS N°9 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Anguilla



Auteurs : La Ligne Fine - Institut
Date de publication : 1^{er} septembre 2026



Données clés

Nom officiel : Anguilla.

Statut : territoire britannique d'outre-mer, doté d'un haut degré d'autonomie interne. Le Royaume-Uni conserve les responsabilités régaliennes ultimes, notamment en matière de défense, de relations extérieures et de bonne gouvernance. Les Nations unies inscrivent Anguilla parmi les territoires non autonomes suivis par le Comité spécial de la décolonisation¹.

Capitale : The Valley.

Population : environ 16 000 habitants selon le FMI dans son rapport 2026 sur l'Union monétaire des Caraïbes orientales ; Anguilla y est présentée comme le deuxième plus petit territoire de l'ECCU par la population².

Superficie : environ 91 km². Anguilla est une petite île basse des Caraïbes orientales, complétée par plusieurs îlots et cayes. Sa petite taille constitue une contrainte structurelle : étroitesse du marché intérieur, rareté foncière, forte exposition climatique, dépendance aux importations, vulnérabilité aux chocs extérieurs.

Langue officielle : anglais.

Monnaie : dollar des Caraïbes orientales, utilisé dans le cadre de l'Union monétaire des Caraïbes orientales. Le dollar des Caraïbes orientales est administré par l'Eastern Caribbean Central Bank.

Régime politique : démocratie parlementaire territoriale, dans le cadre constitutionnel d'un territoire britannique d'outre-mer.

Chef de l'État : le souverain britannique, représenté localement par un gouverneur.

Cheffe du gouvernement : Cora Richardson-Hodge, Première ministre / Premier of Anguilla, indiquée comme cheffe du gouvernement par le Department of Foreign Affairs and Trade australien³.

Cadre constitutionnel : Constitution d'Anguilla de 1982, modifiée notamment en 1990, 2019 et 2020. Le rapport 2026 du Comité spécial de l'ONU sur Anguilla rappelle que l'Executive Council comprend le Premier, plusieurs ministres et deux membres ex officio (United Nations, 2026).

Économie : économie insulaire de services, dominée par le tourisme haut de gamme, les services financiers, la construction, l'immobilier, les activités liées aux résidents internationaux et, de manière croissante, les revenus associés au nom de domaine national « .ai ».

Croissance récente : selon le FMI, la croissance réelle d'Anguilla aurait ralenti à 3,2 % en 2025 après 5,7 % en 2024, dans une économie où le tourisme reste le pilier principal mais où les ventes de domaines internet ont gagné en importance comme source de revenus (International Monetary Fund, 2026).

Positionnement international : microterritoire caribéen britannique, intégré à l'environnement économique et monétaire des Caraïbes orientales, dépendant des flux touristiques nord-américains et européens, exposé aux normes internationales de transparence fiscale, aux politiques britanniques relatives aux territoires d'outre-mer et aux risques climatiques.

Vulnérabilités principales : dépendance au tourisme, exposition aux ouragans, petite taille du marché, dépendance aux importations, tension entre attractivité financière et transparence

¹ United Nations. (2026, February 9). *Anguilla: Working paper prepared by the Secretariat* (A/AC.109/2026/2). https://digitallibrary.un.org/record/4104532/files/A_AC.109_2026_2-EN.pdf

² International Monetary Fund, Western Hemisphere Department. (2026). *Eastern Caribbean Currency Union: 2026 discussion on common policies of member countries—Press release and staff report* (IMF Country Report No. 26/85). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798229045049.002>

³ Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade. (n.d.). *Anguilla—Heads of government*. <https://www.dfat.gov.au/geo/heads-of-government/anguilla>

fiscale, dépendance institutionnelle au Royaume-Uni, fragilité des infrastructures, coût de la vie, vulnérabilité énergétique.

1. Synthèse exécutive

Anguilla est un microterritoire caribéen dont la trajectoire stratégique ne se comprend pas par la puissance classique, mais par la gestion de la dépendance. Dépendance au Royaume-Uni pour le cadre constitutionnel, la défense et certains aspects extérieurs. Dépendance au tourisme pour la croissance. Dépendance aux normes internationales pour la réputation financière. Dépendance aux infrastructures de transport pour l'accès au territoire. Dépendance aux importations pour l'énergie, l'alimentation et les biens essentiels. Dépendance enfin au climat, dans une région exposée aux ouragans et à la montée des risques environnementaux.

Mais Anguilla n'est pas seulement vulnérable. C'est aussi un territoire agile, doté d'une image touristique haut de gamme, d'un environnement anglophone, d'une stabilité politique relative, d'une monnaie régionale stable et d'une capacité à tirer parti de niches économiques. Son développement récent montre qu'un microterritoire peut chercher des marges de manœuvre dans des secteurs immatériels. L'exemple le plus significatif est celui du domaine national « .ai », devenu précieux à l'ère de l'intelligence artificielle. Le FMI souligne que, dans l'économie anguillaise, le tourisme reste central, mais que les ventes de domaines ont pris une importance notable comme source de revenus⁴. Cette donnée est stratégique : elle montre qu'un territoire minuscule peut capter une rente numérique mondiale sans disposer d'une industrie technologique lourde.

La lecture classique d'Anguilla comme simple destination touristique est donc insuffisante. Le territoire est d'abord un cas de micro-souveraineté contrainte. Il dispose d'institutions locales, d'un gouvernement élu, d'une identité politique forte, d'une histoire singulière de séparation avec Saint-Christophe-et-Nevis et d'un statut britannique qui lui assure une forme de sécurité institutionnelle. Mais il n'est pas souverain au sens plein. Son avenir dépend en partie des arbitrages de Londres sur les territoires d'outre-mer, de la pression internationale sur les centres financiers offshore, de la résilience de son modèle touristique et de sa capacité à transformer ses revenus exceptionnels ou sectoriels en capacités durables.

L'histoire d'Anguilla est marquée par un refus d'être absorbée dans une structure politique régionale jugée défavorable. La rupture avec Saint-Christophe-et-Nevis dans les années 1960, puis la séparation formelle ultérieure, fondent une culture politique locale attachée à l'autonomie et à la reconnaissance de la spécificité anguillaise. Cette mémoire donne au territoire une identité politique plus forte que ne le suggère sa petite taille. Anguilla n'est pas seulement une dépendance touristique britannique ; c'est une communauté politique qui a historiquement défendu sa capacité à ne pas être gouvernée depuis une autre île.

Le défi contemporain est moins celui de l'indépendance que celui de la viabilité. Beaucoup de microterritoires caribéens ont formellement accédé à l'indépendance. Anguilla a choisi une autre voie : l'autonomie interne dans le cadre britannique. Cette voie offre des garanties, mais elle limite aussi la souveraineté internationale. Le territoire bénéficie d'un parapluie institutionnel, mais il reste exposé aux exigences britanniques en matière de transparence, de gouvernance et de conformité fiscale. Le Guardian rappelait en 2025 que Londres exerçait une pression croissante sur plusieurs territoires britanniques d'outre-mer afin qu'ils mettent en place des registres de bénéficiaires effectifs accessibles aux personnes ayant un intérêt

⁴ International Monetary Fund, Western Hemisphere Department. (2026). *Eastern Caribbean Currency Union: 2026 discussion on common policies of member countries—Press release and staff report* (IMF Country Report No. 26/85). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798229045049.002>

légitime, même si le gouvernement britannique semblait plus satisfait des progrès d'Anguilla que de ceux d'autres territoires comme les Îles Vierges britanniques⁵.

Sur le plan économique, Anguilla demeure une économie de services. Le tourisme haut de gamme est son principal moteur. Sa réputation repose sur les plages, la stabilité, la sécurité, l'hôtellerie de luxe, l'immobilier touristique et la proximité avec les marchés nord-américains. Cette spécialisation produit des revenus élevés, mais elle expose le territoire aux chocs externes : récession dans les pays émetteurs, ouragans, hausse des prix du transport aérien, pandémie, concurrence régionale, coût de l'assurance, saturation foncière. La crise du Covid-19 a montré la vulnérabilité extrême des économies insulaires dépendantes du tourisme ; la reprise a confirmé leur capacité de rebond, mais non leur immunité.

Le principal enjeu stratégique pour 2026-2030 sera donc la consolidation. Anguilla doit convertir ses avantages (tourisme haut de gamme, stabilité, niche numérique « .ai », services financiers, liens britanniques, ancrage régional) en résilience structurelle. Cela signifie investir dans les infrastructures, la diversification, l'éducation, l'énergie renouvelable, la préparation aux ouragans, la transparence financière, la capacité administrative et la gestion du foncier. Pour un territoire de 16 000 habitants, chaque décision publique a un effet systémique : un projet hôtelier, une réforme fiscale, un nouvel accès aérien, une évolution constitutionnelle ou une tempête majeure peut modifier l'équilibre national.

Lecture stratégique : Anguilla est une souveraineté incomplète mais fonctionnelle. Elle n'a pas les attributs d'un État indépendant, mais elle dispose d'un espace politique propre, d'une économie identifiable et d'une capacité d'arbitrage locale. Son avenir ne dépendra pas d'une montée en puissance classique, mais de sa capacité à maîtriser les risques d'une petite économie très ouverte.

2. Repères historiques stratégiques

L'histoire d'Anguilla est celle d'un petit territoire qui a refusé la subordination régionale. Sa trajectoire diffère de celle de nombreux États caribéens indépendants, car elle est marquée par une revendication d'autonomie non pas contre la Couronne britannique en premier lieu, mais contre une association politique régionale jugée dominée par Saint-Christophe.

Anguilla est colonisée par les Britanniques au XVII^e siècle. L'île demeure longtemps marginale, pauvre, peu dotée en ressources, moins structurée par les grandes plantations sucrières que d'autres territoires caribéens. Cette marginalité historique pèse sur sa trajectoire : Anguilla n'est pas une grande économie de plantation devenue ensuite un État indépendant ; c'est un territoire périphérique qui a construit son identité dans la rareté, la migration, les liens communautaires et l'autonomie locale.

Au XX^e siècle, Anguilla est administrativement associée à Saint-Christophe et Nevis. Cette union devient progressivement source de tensions. Les Anguillais estiment être négligés par l'administration basée à Saint-Christophe. Ils contestent la répartition des ressources, l'accès aux services publics et la représentation politique. Cette frustration débouche sur la révolution anguillaise de 1967, lorsque l'île rejette son appartenance à l'État associé de Saint-Christophe-Nevis-Anguilla. Le mouvement exprime moins une volonté d'indépendance absolue qu'un refus d'être gouverné par Saint-Christophe.

Cette séquence est centrale dans la mémoire politique locale. Elle explique l'attachement à l'autonomie et la méfiance envers les cadres institutionnels imposés de l'extérieur. Anguilla proclame brièvement son indépendance de manière unilatérale, mais le Royaume-Uni intervient en 1969. L'issue n'est pas l'indépendance complète : Anguilla demeure liée à

⁵ Davies, R. (2025, July 1). *British overseas territories miss final deadline to crack down on 'dirty money'*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2025/jul/01/british-overseas-territories-miss-final-deadline-to-crack-down-on-dirty-money>

Londres, mais sa séparation progressive d'avec Saint-Christophe est actée. En 1980, Anguilla devient officiellement un territoire britannique séparé.

Cette trajectoire produit un paradoxe. Dans beaucoup de mouvements anticoloniaux, Londres est l'autorité à repousser. Dans le cas anguillais, Londres devient aussi le garant d'une séparation avec Saint-Christophe. Le lien britannique n'est donc pas seulement un héritage colonial ; il est aussi perçu par une partie de la population comme un cadre de protection de l'autonomie locale. Cela distingue Anguilla d'autres territoires où l'indépendance a été l'horizon naturel de la décolonisation.

La Constitution de 1982, modifiée ensuite en 1990, 2019 et 2020, organise le fonctionnement politique contemporain. Le rapport 2026 du Comité spécial de l'ONU rappelle que le territoire dispose d'un Executive Council comprenant le Premier, plusieurs ministres et deux membres ex officio⁶. Cette architecture illustre le compromis institutionnel : gouvernement local élu pour les affaires internes, gouverneur représentant la Couronne pour les fonctions réservées, supervision britannique pour certains domaines.

Le développement économique moderne repose d'abord sur le tourisme. À partir de la seconde moitié du XXe siècle, Anguilla construit une image distincte de certaines destinations caribéennes plus massifiées. Le territoire valorise le haut de gamme, la tranquillité, les plages, les villas, les resorts, la sécurité et une certaine exclusivité. Cette stratégie lui permet de compenser sa petite taille par une montée en gamme.

Le secteur financier et les services offshore se développent également, comme dans plusieurs territoires britanniques d'outre-mer. Mais la pression internationale contre l'évasion fiscale, le blanchiment et l'opacité oblige progressivement Anguilla à adapter son cadre réglementaire. L'histoire économique récente est donc celle d'une normalisation : il ne s'agit plus seulement d'attirer par la confidentialité ou la fiscalité, mais de rester compatible avec les standards OCDE, britanniques et européens.

Enfin, l'émergence du domaine « .ai » donne à Anguilla une ressource inattendue. Dans l'économie numérique mondiale, l'extension nationale de l'île devient associée à l'intelligence artificielle. Cette rente numérique est récente, potentiellement volatile, mais très significative pour une économie aussi petite. Elle constitue un exemple remarquable de hasard géo-numérique : un code pays attribué à une petite île devient un actif mondial parce qu'il correspond à une abréviation technologique centrale.

Lecture historique : Anguilla est un territoire de refus et d'adaptation. Refus de la domination régionale par Saint-Christophe ; adaptation au cadre britannique ; adaptation au tourisme ; adaptation aux standards fiscaux ; adaptation aujourd'hui à une niche numérique mondiale.

⁶ United Nations. (2026, February 9). *Anguilla: Working paper prepared by the Secretariat* (A/AC.109/2026/2). https://digitallibrary.un.org/record/4104532/files/A_AC.109_2026_2-EN.pdf

3. Structure politique actuelle

Anguilla est un territoire britannique d'outre-mer disposant d'un gouvernement local élu. Son système politique repose sur une répartition entre compétences internes exercées localement et responsabilités réservées au Royaume-Uni. Cette configuration donne au territoire une autonomie significative, mais non une souveraineté complète.

Le chef de l'État est le souverain britannique, représenté par un gouverneur. Le gouverneur conserve des responsabilités spécifiques, notamment dans les domaines liés à la bonne gouvernance, à la sécurité intérieure, à la fonction publique, à certains aspects financiers et aux relations extérieures, selon le cadre constitutionnel. Le gouvernement local, dirigé par le Premier, exerce les responsabilités politiques quotidiennes.

Cora Richardson-Hodge est la cheffe du gouvernement. Sa position est confirmée par les listes diplomatiques internationales qui la mentionnent comme Premier of Anguilla⁷. Elle incarne une séquence politique marquée par plusieurs dossiers : réforme constitutionnelle, développement économique, gestion du tourisme, conformité financière, infrastructures, diversification et usage des revenus liés au domaine « .ai ».

Le système partisan d'Anguilla est très différent de celui d'un grand État. Les clivages y sont fortement personnalisés, territorialisés et communautaires. La petite taille de la société réduit la distance entre élus, électeurs, entreprises, familles et administrations. Cette proximité peut renforcer la responsabilité politique, mais elle peut aussi favoriser la personnalisation du pouvoir, les conflits locaux, les perceptions de favoritisme et la difficulté à séparer pleinement sphère publique et sphère privée.

La question constitutionnelle reste importante. Anguilla n'est pas indépendante, mais elle dispose d'une identité politique forte. Les débats constitutionnels portent généralement sur l'équilibre entre pouvoirs locaux et pouvoirs du gouverneur, sur la responsabilité financière, sur la bonne gouvernance, sur le rôle de Londres et sur l'évolution éventuelle du statut. Le rapport 2026 de l'ONU rappelle qu'Anguilla est toujours traitée dans le cadre des territoires non autonomes, ce qui maintient juridiquement la question de son autodétermination⁸.

Cependant, l'indépendance ne semble pas constituer l'horizon politique dominant à court terme. Pour un territoire de 16 000 habitants, l'indépendance complète poserait des questions lourdes : diplomatie, défense, représentation internationale, dette, résilience climatique, régulation financière, capacité administrative, accès aux marchés, sécurité extérieure. Le lien britannique offre une garantie institutionnelle et une crédibilité internationale, même s'il implique des contraintes.

Le débat politique contemporain se situe plutôt dans une logique d'autonomie renforcée. Anguilla cherche à préserver sa capacité de décision interne tout en bénéficiant de la protection britannique. Cette logique est caractéristique de plusieurs territoires d'outre-mer : la souveraineté formelle n'est pas nécessairement jugée plus avantageuse que l'autonomie sous parapluie institutionnel.

Lecture politique : Anguilla n'est pas une colonie passive. C'est un territoire autonome qui négocie en permanence sa marge dans un cadre britannique. Sa politique repose moins sur la conquête de l'indépendance que sur l'optimisation de l'autonomie.

⁷ Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade. (n.d.). *Anguilla—Heads of government*. <https://www.dfat.gov.au/geo/heads-of-government/anguilla>

⁸ United Nations. (2026, February 9). *Anguilla: Working paper prepared by the Secretariat* (A/AC.109/2026/2). https://digitallibrary.un.org/record/4104532/files/A_AC.109_2026_2-EN.pdf

4. Structure économique

L'économie anguillaise est une économie de services extrêmement ouverte. Elle repose principalement sur le tourisme haut de gamme, la construction, l'immobilier, les services financiers, les activités liées aux résidents internationaux et les revenus numériques associés au domaine « .ai ». Sa petite taille la rend très sensible aux variations de quelques secteurs.

Le tourisme est le pilier historique. Anguilla attire une clientèle recherchant plages, villas, resorts haut de gamme, calme, sécurité et exclusivité. Le territoire ne cherche pas à concurrencer les grandes destinations de masse par le volume, mais par la qualité. Cette stratégie est cohérente avec sa petite taille : un tourisme de très grand volume saturerait rapidement les infrastructures, le foncier, l'eau, les déchets et l'environnement côtier.

Mais ce modèle est vulnérable. Le tourisme dépend des marchés émetteurs, notamment nord-américains et européens. Il dépend aussi du transport aérien régional, des connexions maritimes, de l'image de sécurité, de la stabilité politique, de l'assurance, de la météo et de la concurrence des autres îles. Un ouragan, une récession américaine, une pandémie, une hausse du coût des billets ou une crise sanitaire peut produire un choc immédiat.

Le FMI indique que la croissance réelle d'Anguilla aurait ralenti à 3,2 % en 2025 après 5,7 % en 2024. Il souligne que le tourisme demeure le cœur de l'économie, mais que les ventes de domaines internet ont pris une place croissante comme source de revenus⁹. Cette combinaison est importante : Anguilla n'est plus seulement une économie physique de plage et d'hôtellerie ; elle bénéficie aussi d'une rente numérique.

Le domaine « .ai » est une ressource stratégique atypique. À l'origine, il s'agit simplement du domaine de premier niveau géographique associé à Anguilla. Mais l'essor mondial de l'intelligence artificielle rend cette extension extrêmement attractive pour les entreprises technologiques, start-up, plateformes et investisseurs. Pour une économie de 16 000 habitants, les revenus liés aux noms de domaine peuvent représenter un apport budgétaire très significatif. Le risque est toutefois de considérer cette rente comme permanente. Elle dépend d'une tendance technologique mondiale, de la demande pour l'extension, de la gouvernance du registre, de la concurrence d'autres extensions, de la réputation et de l'évolution des pratiques numériques.

Les services financiers constituent un autre secteur structurant. Comme plusieurs territoires britanniques d'outre-mer, Anguilla a développé une activité offshore. Mais la pression internationale impose un durcissement progressif des règles de transparence. L'Union européenne a maintenu Anguilla sur sa liste des juridictions non coopératives à des fins fiscales en 2026, avec d'autres territoires et États ; Reuters rappelle que cette liste expose les juridictions concernées à un dommage réputationnel, à un contrôle accru des transactions financières et à un risque de perte de certains financements européens¹⁰. Cette inscription constitue une vulnérabilité stratégique pour l'image du territoire.

L'OCDE suit également les progrès d'Anguilla en matière de transparence et d'échange d'informations. Le rapport de suivi renforcé de juin 2026 indique qu'Anguilla a pris des mesures, notamment sur la conservation des informations relatives aux bénéficiaires effectifs, avec une inspection thématique lancée en 2025 couvrant aussi les prestataires de services

⁹ International Monetary Fund, Western Hemisphere Department. (2026). *Eastern Caribbean Currency Union: 2026 discussion on common policies of member countries—Press release and staff report* (IMF Country Report No. 26/85). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798229045049.002>

¹⁰ Reuters. (2026, February 17). *EU adds Turks and Caicos, Vietnam to tax havens list*. <https://www.reuters.com/business/eu-adds-turks-caicos-vietnam-tax-havens-list-2026-02-17/>

fiduciaires¹¹. L'enjeu est clair : Anguilla doit conserver une attractivité financière sans être perçue comme un espace d'opacité.

La construction et l'immobilier accompagnent le tourisme. Villas, resorts, résidences secondaires, infrastructures hôtelières et projets de luxe alimentent l'activité. Mais ce secteur crée aussi des tensions : pression sur le foncier, coût du logement pour les résidents, dépendance à la main-d'œuvre étrangère, vulnérabilité aux cycles touristiques et risque de déséquilibre entre économie de luxe et besoins sociaux locaux.

Lecture économique : Anguilla est performante parce qu'elle est spécialisée. Mais cette spécialisation est aussi sa faiblesse. Le territoire doit éviter de dépendre simultanément de trois rentes fragiles : tourisme haut de gamme, finance offshore et domaine « .ai ».

5. Positionnement international et régional

Anguilla occupe une position internationale particulière : ce n'est pas un État indépendant, mais ce n'est pas non plus une simple administration locale. Le territoire dispose d'une identité politique et d'un gouvernement, mais ses relations extérieures sont encadrées par le Royaume-Uni. Cette situation le place à l'intersection de trois espaces : l'espace britannique, l'espace caribéen et l'espace international de la régulation financière.

Le premier ancrage est britannique. Le Royaume-Uni garantit le cadre constitutionnel, la défense et une partie de la représentation extérieure. Ce lien donne à Anguilla une crédibilité, une sécurité et une appartenance à la famille des territoires britanniques d'outre-mer. Mais il expose aussi le territoire aux injonctions de Londres. Lorsque le gouvernement britannique exige davantage de transparence sur les bénéficiaires effectifs ou de conformité financière, Anguilla doit répondre, même si cela affecte son modèle économique.

Le deuxième ancrage est caribéen. Anguilla appartient à l'environnement des Caraïbes orientales. Sa monnaie est celle de l'Eastern Caribbean Currency Union. Son économie dépend des flux régionaux, du transport maritime et aérien, des marchés touristiques, des travailleurs et des normes économiques régionales. Mais Anguilla se distingue de plusieurs voisins par son statut non indépendant et par son positionnement touristique haut de gamme.

Le troisième ancrage est nord-américain. Le tourisme d'Anguilla dépend fortement des visiteurs en provenance des États-Unis et du Canada. Cette dépendance fait de la conjoncture nord-américaine un déterminant majeur de l'économie locale. Une baisse du pouvoir d'achat, une récession, une hausse des taux ou une perturbation aérienne peut se répercuter rapidement sur l'activité.

Le quatrième ancrage est européen. Même hors de l'Union européenne, Anguilla est affectée par les décisions européennes en matière fiscale, financière et réglementaire. L'inscription sur la liste européenne des juridictions non coopératives est un exemple direct de cette influence¹². L'Union européenne n'a pas besoin d'être souveraine sur Anguilla pour peser sur son modèle : son pouvoir normatif suffit.

Anguilla est aussi suivie par les Nations unies dans le cadre de la décolonisation. Le rapport 2026 du Comité spécial de l'ONU maintient le territoire dans la catégorie des territoires non

¹¹ OECD. (2026, June 19). *Enhanced monitoring report on the implementation of the standard on transparency and exchange of information on request 2026 update (June)*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9ef50941-en>

¹² Council of the European Union. (2026, March 6). *Council conclusions on the revised EU list of non-cooperative jurisdictions for tax purposes (C/2026/1465)*. *Official Journal of the European Union*. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52026XG01465>

autonomes¹³. Cela donne une dimension juridique internationale à son statut, même si la dynamique politique locale ne semble pas orientée vers une indépendance rapide.

Lecture internationale : Anguilla est un territoire de souveraineté limitée, mais de dépendances multiples. Sa marge de manœuvre dépend de sa capacité à satisfaire simultanément Londres, les standards internationaux, les marchés touristiques et sa population locale.

6. Sécurité, climat et infrastructures

Anguilla ne dispose pas d'armée. Sa sécurité extérieure relève du Royaume-Uni. Mais cela ne signifie pas que les enjeux de sécurité soient secondaires. Dans un microterritoire insulaire, la sécurité se joue moins dans la défense conventionnelle que dans la résilience climatique, la sécurité des infrastructures, la stabilité financière, la cybersécurité, l'approvisionnement et la capacité de réponse aux catastrophes.

Le premier risque est climatique. Anguilla est exposée aux ouragans, aux tempêtes tropicales, à l'érosion côtière, à la montée du niveau de la mer, aux sécheresses, aux tensions sur l'eau et aux événements extrêmes. L'ouragan Irma en 2017 a rappelé la vulnérabilité des petites îles caribéennes. Pour Anguilla, une catastrophe naturelle peut affecter simultanément les logements, les hôtels, les ports, l'aéroport, l'électricité, l'eau, les télécommunications, les finances publiques et l'image touristique.

Le deuxième risque est infrastructurel. Le territoire dépend fortement de ses connexions. Les visiteurs doivent pouvoir arriver facilement. Les marchandises doivent être importées. Les télécommunications doivent rester fiables. L'électricité doit être stable. Les ports, ferries et infrastructures aériennes sont donc des actifs stratégiques. Dans un grand pays, une panne locale peut être absorbée ; dans une micro-île, une panne majeure devient nationale.

Le troisième risque est énergétique. Anguilla dépend largement des carburants importés pour sa production électrique et ses transports. Cette dépendance expose le territoire aux prix internationaux, aux coûts logistiques et aux ruptures d'approvisionnement. Le développement des renouvelables est donc un enjeu de souveraineté pratique. Réduire la facture énergétique permettrait d'améliorer la résilience, de limiter la vulnérabilité aux chocs externes et d'adapter le modèle touristique aux attentes environnementales.

Le quatrième risque est numérique. La rente du domaine « .ai » implique une responsabilité de gouvernance numérique. Plus cette extension devient précieuse, plus elle exige une gestion solide, transparente et crédible. Un incident de cybersécurité, une mauvaise gouvernance du registre ou une controverse sur l'usage de domaines pourrait affecter une source de revenus importante.

Le cinquième risque est financier. Les standards de transparence fiscale et financière deviennent des enjeux de sécurité réputationnelle. Pour une économie dépendante de services et de confiance, la réputation est une infrastructure immatérielle. L'OCDE et l'Union européenne ne sont donc pas seulement des évaluateurs techniques ; leurs décisions modifient la perception du territoire auprès des banques, investisseurs, plateformes et partenaires.

Lecture sécuritaire : Anguilla n'a pas besoin d'une armée pour être exposée à des risques stratégiques. Ses menaces principales sont climatiques, financières, numériques, énergétiques et infrastructurelles.

¹³ United Nations. (2026, February 9). *Anguilla: Working paper prepared by the Secretariat* (A/AC.109/2026/2). https://digitallibrary.un.org/record/4104532/files/A_AC.109_2026_2-EN.pdf

7. Risques et vulnérabilités

La première vulnérabilité est la dépendance au tourisme. Anguilla est fortement exposée aux cycles touristiques et aux chocs externes. Le haut de gamme protège en partie contre le tourisme de masse, mais il rend aussi le territoire dépendant d'une clientèle internationale sensible aux conditions économiques mondiales.

La deuxième vulnérabilité est climatique. Une seule catastrophe majeure peut provoquer des pertes économiques massives, désorganiser les infrastructures et fragiliser les finances publiques.

La troisième vulnérabilité est fiscale et réputationnelle. Le maintien d'Anguilla sur la liste européenne des juridictions non coopératives à des fins fiscales crée un risque d'image et de surveillance accrue¹⁴. Même si des progrès sont reconnus dans certains domaines, le territoire doit continuer à prouver sa conformité.

La quatrième vulnérabilité est institutionnelle. Anguilla dispose d'une autonomie locale, mais reste dépendante du Royaume-Uni. Cette dépendance peut être protectrice, mais elle limite sa marge de manœuvre sur certains dossiers.

La cinquième vulnérabilité est sociale. Le modèle touristique et immobilier peut créer un écart entre économie de luxe et conditions de vie locales. Coût du logement, accès à l'emploi qualifié, dépendance aux importations et inégalités doivent être surveillés.

La sixième vulnérabilité est démographique. Une population très réduite signifie une base limitée de compétences administratives, techniques et professionnelles. Le territoire doit former, retenir et attirer les talents nécessaires.

La septième vulnérabilité est celle de la rente « .ai ». Cette ressource est précieuse, mais potentiellement volatile. Elle dépend d'un cycle technologique mondial que le territoire ne contrôle pas.

8. Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité est la rente numérique « .ai ». Bien gérée, elle peut financer des investissements de long terme : éducation, résilience climatique, infrastructures, énergie renouvelable, transformation numérique, fonds de stabilisation. Mal gérée, elle risque de devenir une rente consommée sans transformation.

La deuxième opportunité est le tourisme haut de gamme durable. Anguilla peut consolider son image de destination exclusive, mais elle doit intégrer davantage la durabilité, la gestion de l'eau, l'énergie propre, la protection des côtes et la qualité de l'expérience.

La troisième opportunité est la conformité financière. Sortir durablement des listes négatives et renforcer la transparence pourrait repositionner Anguilla comme juridiction de services financiers propre, spécialisée et fiable.

La quatrième opportunité est l'énergie renouvelable. Le solaire, le stockage, l'efficacité énergétique et les micro-réseaux peuvent réduire la dépendance aux carburants importés.

La cinquième opportunité est l'éducation et les compétences. Un microterritoire peut se transformer rapidement si les revenus exceptionnels sont investis dans les compétences locales.

¹⁴ Reuters. (2026, February 17). *EU adds Turks and Caicos, Vietnam to tax havens list*. <https://www.reuters.com/business/eu-adds-turks-caicos-vietnam-tax-havens-list-2026-02-17/>

La sixième opportunité est la relation britannique. Le lien avec Londres peut être utilisé pour obtenir expertise, garanties, assistance climatique, coopération réglementaire et appui diplomatique.

9. Points de vigilance

Suivre les revenus liés au domaine « .ai » et leur affectation budgétaire. Suivre la croissance touristique, notamment la dépendance aux marchés nord-américains. Suivre les investissements dans l'aéroport, les ports et les liaisons régionales. Suivre la présence d'Anguilla sur les listes fiscales européennes. Suivre les rapports OCDE sur la transparence et l'échange d'informations. Suivre les réformes constitutionnelles éventuelles. Suivre les relations entre le gouvernement local et Londres. Suivre le coût du logement et l'accès des résidents au foncier. Suivre les politiques d'énergie renouvelable. Suivre les plans de résilience aux ouragans. Suivre la capacité administrative à gérer simultanément tourisme, finance, numérique et climat.

10. Lecture stratégique finale

Anguilla est un microterritoire de haute vulnérabilité et de haute agilité. Sa petite taille limite sa puissance, mais augmente la rapidité possible de ses transformations. Le territoire peut difficilement changer les règles du système international, mais il peut se spécialiser, s'adapter, capter des niches et transformer certaines dépendances en leviers.

Son avenir dépendra de la gestion de trois rentes : la rente touristique, la rente financière et la rente numérique. La première est ancienne, rentable, mais exposée au climat et aux cycles mondiaux. La deuxième est utile, mais soumise à une pression internationale croissante. La troisième est récente, spectaculaire et liée à l'intelligence artificielle, mais elle reste incertaine. Le défi est de ne pas confondre rente et stratégie. Une rente peut financer une stratégie ; elle ne la remplace pas.

Anguilla doit donc utiliser ses revenus actuels pour construire des capacités durables : résilience climatique, énergie, infrastructures, compétences, transparence, numérique, logement et administration. C'est à cette condition que le territoire pourra maintenir son autonomie réelle dans un cadre de souveraineté limitée.

Conclusion stratégique : Anguilla n'est pas un acteur puissant, mais c'est un territoire révélateur. Il montre comment les microterritoires caribéens doivent naviguer entre tourisme, fiscalité, climat, normes internationales et nouvelles rentes numériques. Sa réussite ne dépendra pas de l'indépendance formelle, mais de sa capacité à transformer une autonomie protégée en résilience productive.